

Entretien avec Alexandre Michelin

« C'est le court-circuit, le pari »

Alexandre Michelin est directeur général de Spicée, un site internet français qui propose des documentaires et grands reportages vidéo en flux continu.

Entretien réalisé par Régis Guyon en mai 2016.

Régis GUYON. Je voudrais commencer cet entretien en évoquant la Commission Images de la diversité portée par le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) et le Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC) que vous avez présidée depuis son origine, en 2007, jusqu'en juin dernier. Pouvez-vous nous raconter la genèse de ce dispositif particulier, qui vise à promouvoir la diversité dans le champ audiovisuel ?

Alexandre MICHELIN. La Commission Images de la diversité est née d'un constat fait par les pouvoirs publics à la suite des émeutes de banlieue de 2005. Jacques Chirac convoque alors à l'Élysée les patrons de chaînes de télévision, ainsi qu'une association, le Club Averroès, formée par Amirouche Laïdi et David Pujadas, et positionnée sur « la diversité à l'écran ». De cette rencontre est née l'idée de mettre en place un mécanisme accélérateur assurant une meilleure représentation de la diversité dans le paysage audiovisuel, à travers un fonds qui investirait dans les programmes pour que les personnes issues de la diversité soient plus représentées, et pour que la question de la créativité et de la création issues de la diversité soit mieux traitée. Dans la foulée, le président de la République, le ministre de la Culture, Renaud Donnedieu

de Vabres, et le ministre délégué à la Promotion de l'égalité des chances, Azouz Bégag, annoncent dix millions de soutiens. Techniquement, ils saisissent alors l'opportunité du rapport de Kim Pham, qui préconise de puiser dans le fond du FASILD (Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations) et de demander au CNC de l'abonder d'autant, afin de pouvoir disposer des dix millions annoncés. Cette genèse est très importante car elle marque la suite de l'histoire. C'est en effet bel et bien de la crise provoquée par les émeutes de 2005 que la question de la diversité va émerger. On s'inspire alors de ce qui se passe ailleurs, aux États-Unis notamment, où la notion de diversité est inscrite dans la politique de lutte contre la discrimination, alors qu'en France, on insiste traditionnellement plus sur l'égalité. C'est dans ce contexte qu'est née la Commission, en 2007, avec pour mission de faire naître des œuvres, justement au moment où il y avait une frustration chez les créateurs peu soutenus par les producteurs, à l'époque. Neuf ans plus tard, parmi les quatre ou cinq acteurs les plus marquants du cinéma français, on trouve Jamel Debbouze, Tahar Rahim ou Omar Sy. *Fatima*, de Philippe Faucon, gagne le César cette année-là ; la Palme d'or du Festival de Cannes est remportée en 2008 par Laurent Cantet pour *Entre les murs* ; et cette année encore, la Caméra d'or a été attribuée à Houda Benyamina pour *Divines*, qui sortira en salles en septembre prochain.

R. G. S'agissant de ces productions, l'enjeu me semble double : il faut à la fois trouver des individualités

issues de la diversité et soutenir leur création, mais aussi mettre en avant des projets traitant des questions liées à la diversité, mais dont les réalisateurs, les acteurs, ne sont pas nécessairement issus.

A. M. Je vais prendre un exemple : pour *Indigènes*, Jamel Debbouze et Rachid Bouchareb ont frappé à toutes les portes, rencontrant le plus grand mal à trouver des soutiens financiers et ce, parce que le sujet du film, les soldats des colonies dans la Deuxième Guerre mondiale, faisait peur. Sans leur talent et leur persévérance, le film n'aurait pas vu le jour. Ce qu'il faut comprendre dans cette situation, c'est qu'un projet comme celui-ci tient à la fois à la capacité et au talent de ses initiateurs à faire du cinéma, mais aussi à la capacité à porter vraiment cette histoire, comme individus, comme citoyens, à l'incarner. À travers *Indigènes*, on a une génération d'acteurs qui rappelle et incarne l'histoire de la France coloniale, celle qui a fait appel à ces enfants, ces jeunes recrues qui vont délivrer la France. Il y a une demande de reconnaissance qui n'était pas portée par d'autres. Et aujourd'hui, une part de l'histoire de France, y compris dans ses formes les plus actuelles et sensibles, est éclairée grâce au cinéma : de *Intouchables* à *Qu'est-ce qu'on a fait au Bon Dieu?*, on aborde frontalement la question de la diversité et du racisme. Le fonds « Images de la diversité » sert à soutenir ces productions et à enclencher une dynamique positive.

R. G. Peut-on faire ce même bilan, positif, s'agissant de la place de la diversité dans les médias ?

A. M. Le bilan est moins brillant. Malgré la passion française pour l'égalité, on se rend compte qu'il y a toujours les mêmes goulots d'étranglement et, finalement, 95% de la population qui regarde passer l'égalité sous son nez : ce sont toujours les trois mêmes

écoles de journalisme qui fournissent l'essentiel des rédactions parisiennes, et les mêmes écoles de cinéma ou de théâtre qui fournissent les mêmes acteurs et les mêmes auteurs. Il existe une sorte de blocage de la société sur la question de la diversité, de manière plus aiguë avec les médias : ce sont les Parisiens qui sont au cœur du système. Quoi qu'on en dise, celles et ceux qui viennent des banlieues ou d'un milieu rural restent en périphérie du système médiatique et, à quelques brillantes exceptions près, ceux dont on vient de parler, les blocages sont les mêmes qu'il y a dix ans... Il n'y a pas d'égalité réelle, en tout cas, il y a une inégalité constatée de non-représentation d'une certaine catégorie de population.

Azouz Bégag a prononcé une expression assez drôle à ce sujet : « Je ne serai pas l'Arabe qui cache la forêt. » Il est nécessaire et toujours aussi urgent de faire comprendre à l'ensemble du corps social que c'est sur l'égalité que le vivre-ensemble se joue, au niveau du vocabulaire politique, philosophique et historique de la France.

R. G. Pourtant, on peut aussi observer que des jeunes, et des moins jeunes, se lancent dans des formes alternatives de production, de participation, de prise de parole. Je pense par exemple au BondyBlog ou à *StreetPress*, mais aussi à d'autres, qui n'ont pas pignon sur rue. Ces formes d'alternatives ne sont-elles pas positives ?

A. M. Le problème, ce n'est pas le Bondy Blog ou *StreetPress*, ce sont les grandes rédactions parisiennes... Moi, ce qui me paraît inégal, c'est que les stages s'obtiennent par un réseau relationnel familial, ce qui, dans le monde des médias, exclue de fait 95% de la population française. L'entrée dans les grands lycées s'obtient de la même manière ; l'entrée dans les rédactions est, elle, impossible pour quelqu'un qui n'est pas né au bon endroit ou qui n'a pas fait la bonne école. Il y a une exception, qui a fait la preuve du contraire, c'est SciencesPo. La FÉMIS a mis en place une procédure similaire en s'ouvrant géographiquement, reflétant ainsi mieux la France. Ce sont des signes très encourageants ! Il faut vraiment lutter contre cette reproduction sociale systématique qui empêche de donner un avenir à ceux qui ne viennent pas des beaux quartiers. Et puis nous avons un autre problème : la bonne connaissance de l'histoire de France, de l'histoire de

toutes les France : trop peu de Français savent que la France est le premier pays à avoir aboli l'esclavage sous la Révolution française, que les jacobins noirs ont libéré Haïti, que des généraux de l'armée française d'alors étaient des fils d'esclaves, comme le général Dumas, le père d'Alexandre Dumas...

R. G. Le projet de Spicée s'intègre-t-il dans cette réflexion-là ?

A. M. Spicée est un autre projet. Lors de ma candidature à la présidence de France Télévisions, en 2015, j'ai fait deux propositions, portées par deux idées : la première était que l'audiovisuel français avait besoin de prendre un tournant numérique très rapide, car les usages changent ; concernant la deuxième, j'avais publié une tribune dans *Le Monde*, intitulée « France Télévisions doit incarner la République », et qui plaidait pour une éducation aux médias volontariste. La télé résiste encore à la segmentation de ses publics car elle est un meuble très installé dans les salons, mais il suffit de regarder les consommations selon les âges pour se rendre compte que la télévision à la demande va l'emporter sur la télévision programmée. Je ne dis pas que cette dernière va disparaître, mais elle n'aura plus sa position dominante.

Je suis tout à fait d'accord avec les fondateurs de Spicée qui me demandaient de les rejoindre. La revue *XXI* a fait ce même pari, celui de la qualité, des valeurs et d'une expérience « utilisateur » différente. Tout comme *Le 1*, lancé par Éric Fottorino ; ils ont misé sur l'unicité, sur une simplicité, sur une expérience quand on déplie son journal. Dans une certaine mesure, Médiapart démontre lui aussi que, quand on fait le pari de la qualité avec sérieux, on trouve un public qui répond. Pourtant, on leur avait annoncé qu'ils allaient se casser la figure. Mais ça marche, et sans pub ! Il ne faut donc pas du tout

dénigrer le public. Et Spicée a cette qualité première de prendre son public au sérieux. Il y a un deuxième élément que je trouve fondamental, c'est qu'il faut absolument embrasser le monde, pour sortir la France de son cocon, avec cette nécessité d'être francophone

et international. Les documentaires que nous proposons s'adressent à la terre entière. Enfin, il faudrait trouver une économie payante, liée à l'abonnement, à l'instar de tous ceux que l'on a cités, et aller chercher des ressources en dehors des marchés publicitaires, pour avoir une liberté de ton.

“

C'est sur l'égalité que le vivre-ensemble se joue

”

R. G. Le pari serait donc d'avoir un public fidèle qui soutienne le projet par l'abonnement, afin de lui permettre de vivre indépendamment des autres contraintes ?

A. M. C'est le court-circuit, le pari ! C'est l'intégration de toutes les valeurs éditoriales, économiques, industrielles, technologiques. Avec le numérique, aujourd'hui, on peut réaliser une plateforme, on peut produire de la vidéo, on peut la diffuser dans le monde entier... Il y a un court-circuit par rapport aux rédactions traditionnelles, avec tout le respect que l'on doit à toutes les rédactions. On est en train de lancer un principe communautaire, dont les membres s'appelleront les Spicers, qui seront les contributeurs de la plateforme. Toutes les semaines, on reçoit une profusion de propositions de sujets : les gens qui ont envie de produire, d'écrire, de fabriquer. Grâce à Spicée, on découvre des personnages, des histoires, que l'on ne connaissait pas. La vidéo est en train de devenir un vecteur naturel de l'information et il faut lui donner de la profondeur, en mêlant enquêtes et subjectivité, en sortant des sentiers battus, comme Farouk Atig, qui propose un sujet sur les brigades des djihads vues de l'intérieur, ou cet autre projet en 3D, où l'on peut se balader tout seul dans la jungle de Calais, ou encore la série *Conspi Hunter* [Chasseur de complotistes], de Thomas Huchon, qui démontre que la théorie de la conspiration se comprend, se travaille

et se combat; sans oublier ce reportage sans commentaires, *Mauvais souvenir*, sur les enfants des viols de la guerre ethnique du Rwanda, qui a été proposé par une jeune réalisatrice, Marine Courtade.

R. G. Spicee est-il une manière de soutenir la place de la diversité dans la production médiatique, comme vous le faisiez, sous une autre forme, au CNC, pour le cinéma?

A. M. En fait, je n'y avais pas pensé avant que vous me posiez la question, mais le lien est frappant. Oui, il y a une volonté positive de changer les choses. L'esprit d'entreprise, la rencontre et la technologie facilitant les choses, chacun peut se lancer et contribuer à cette histoire. Et de fait, les sujets de Spicee, ouverts sur le monde, sont fondamentalement diversifiés.

Spicee : www.spicee.com/fr